



Inacceptable tentative de perquisition à Mediapart

Le SNJ-CGT s'indigne de la tentative de perquisition, lundi 4 février, dans les locaux du site d'information Mediapart. Deux procureurs se sont présentés dans le cadre d'une enquête diligentée par le parquet de Paris, suite à la publication par le site de l'enregistrement de conversations embarrassantes pour le pouvoir, entre Alexandre Benalla et Vincent Crase.

Cette attaque contre la protection des sources journalistiques est très grave et particulièrement inquiétante. En ignorant la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a fait de la protection des sources journalistiques « *l'une des pierres angulaires de la liberté de la presse* », le pouvoir souhaite museler la presse. Depuis son élection, le président Macron a, à plusieurs reprises, montré son aversion pour les journalistes, en allant jusqu'à déplacer hors les murs la salle de presse de l'Élysée.

Dans un récent entretien accordé à quelques *happy few* triés sur le volet, ces fameux « échanges informels », le président est très clair sur sa volonté de mettre le journalisme sous tutelle. Il souhaite mettre en place des structures pour « *s'assurer de la neutralité et vérifier l'information* » dans les médias financés par l'État, qui contrôlèrent médias publics et privés.

Alors que l'enquête menée depuis des mois par nos confrères de Mediapart conduit à se poser la question d'un possible scandale d'Etat concernant l'affaire Benalla, le pouvoir panique et tente de faire pression sur la presse. Ces pratiques, heureusement peu fréquentes dans notre pays, sont inacceptables et menacent la démocratie.

Le SNJ-CGT apporte tout son soutien et sa solidarité à la rédaction de Mediapart. Il appelle la profession à se mobiliser pour que la protection des sources des journalistes soit respectée.

Montreuil, le 6 février 2019